

## BRÉSIL : UNE CRISE POLITIQUE ET SOCIALE À L'ISSUE INCERTAINE

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire d'amitié France – Brésil à Sao Paulo, Brasília, Belo-Horizonte et Rio de Janeiro

16 au 24 juillet 2018

Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Brésil s'est rendue, du 16 au 24 juillet 2018, à Sao Paulo, Brasilia, Belo Horizonte et Rio de Janeiro. Conduite par Mme Laurence Cohen, présidente du groupe, elle était par ailleurs composée de MM. Georges Patient, président délégué, et Louis-Jean de Nicolaÿ, vice-président.

Pour ce déplacement, la délégation avait choisi de s'intéresser à trois thématiques : la première concernait la question des droits humains et les politiques sociales, avec l'objectif de mettre en perspective les évolutions de ces politiques au cours des quatre dernières années ; la deuxième avait trait à la question de la protection de l'environnement et du développement durable, dans un pays qui constitue l'un des poumons de la planète ; la dernière s'attachait aux questions de sécurité publique à Rio de Janeiro, dans le contexte de l'intervention militaire décidée par le Gouvernement fédéral début 2018.

L'ensemble de la visite du groupe d'amitié s'est par ailleurs déroulée dans le contexte particulier de la campagne pour l'élection présidentielle des 7 et 28 octobre 2018, qui s'organise dans un climat particulièrement tendu.



*La délégation avec M. Cristovam Buarque, sénateur du District fédéral de Brasilia*

Cette situation politique complexe a largement occupé les entretiens de la délégation, notamment ceux tenus avec le sénateur Cristovam Buarque, avec Mme Eloisa Arruda, maire adjointe de Sao Paulo, ainsi que les rencontres avec les représentants de la société civile. La délégation a, par ailleurs, apprécié l'éclairage qui a pu lui être apporté par plusieurs analystes politiques sur les enjeux de ce futur scrutin.



*La délégation avec M. Edson Duarte, ministre fédéral de l'Environnement*

Les questions environnementales ont motivé l'étape de la délégation dans le Minas Gerais, où la rupture du barrage de Mariana, le 5 novembre 2015, a provoqué la plus grande catastrophe écologique de l'histoire du Brésil. Pour éclairer l'enchaînement des événements et des responsabilités ayant conduit à cette catastrophe, la délégation a pu rencontrer M. Edson Duarte, ministre fédéral de l'Environnement, accompagné de Mme Suely Araujo, présidente de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA), ainsi que M. Germano Luiz Gomes Vieira, secrétaire d'État à l'Environnement et au Développement durable de l'État du Minas Gerais.

La délégation a souhaité rencontrer aussi bien les représentants de la fondation RENOVA, créée par les entreprises à l'origine de la catastrophe pour en gérer les conséquences, que des représentants des victimes elles-mêmes, grâce au Mouvement des atteints par les barrages et au Réseau des médecins populaires.

Sur la thématique de la sécurité à Rio de Janeiro, la délégation s'est entretenue avec le Général Walter Braga Netto, « *interventor* » fédéral dans l'État de Rio de Janeiro. Elle est également allée au contact des populations directement concernées et des associations qui les accompagnent, dans la favela de la Maré.



La délégation avec le Général Walter Braga Netto, « *interventor* » fédéral à Rio de Janeiro, accompagnée de M. Jean-Paul Guilhaumé, Consul général de France

Enfin, la délégation a échangé avec des représentants de la communauté française à l'occasion d'une réception offerte en son honneur au Consulat général de France à Rio de Janeiro, ainsi qu'avec des représentants des entreprises françaises présentes au Brésil.

### ***1. Une crise politique et sociale au cœur des enjeux de la campagne présidentielle***

Les scandales de corruption à grande échelle qui ont fait l'objet de l'opération dite « *Lava Jato* », la destitution de la Présidente Dilma Rousseff le 31 août 2016, la crise institutionnelle qui en a résulté et le chaos dans lequel s'est jusqu'à ce jour déroulée la campagne présidentielle constituent le versant politique d'une crise qui est également économique – le Brésil peine depuis 2014 à sortir de la récession – et sociale, avec la remise en cause de nombreuses avancées qui fragilisent la classe moyenne qui commençait tout juste à émerger.

La Présidence Temer s'est en effet caractérisée par une austérité budgétaire (limitation pendant 20 ans de l'augmentation des dépenses publiques d'une année à l'inflation de l'exercice précédent) qui conduit à remettre en cause de larges pans des politiques sociales mises en place par les présidences Lula et Rouseff.

Le programme « *Minha casa, minha vida* » qui permettait d'accompagner vers le logement durable des familles sortant de squats ou de bidonvilles a été suspendu, ce que dénonce le Mouvement des travailleurs sans toit (MTST).



La délégation avec des représentants du Mouvement des travailleurs sans toit (MTST)

Le budget fédéral consacré à la lutte contre les violences faites aux femmes a été diminué de 80 % et l'emblématique programme « *Bolsa familia* » a vu également sa dotation réduite. Enfin, la réforme du code du travail, qui va dans le sens d'une plus grande flexibilité, a été très controversée.

Dans ces conditions, l'issue des élections présidentielles en cours est très incertaine. Lors de la visite de la délégation, les analystes politiques pointaient les paradoxes d'une campagne où le favori des sondages, l'ancien Président Lula, serait probablement empêché de se présenter et où son principal challenger, M. Jair Bolsonaro, situé à l'extrême droite, ne paraissait pas en mesure de réunir la majorité parlementaire indispensable à la mise en œuvre de son programme. Les autres candidats, issus des partis traditionnels, souffraient du discrédit jeté par les scandales de corruption et semblaient enlisés dans leurs négociations de coalitions.

La déclaration d'inéligibilité de M. Luis Inacio Lula, puis l'agression dont a été victime M. Jair Bolsonaro ont achevé de désorganiser la campagne. Malgré ses positions ultra-conservatrices et ses nombreux dérapages racistes ou

homophobes, ce dernier a été élu Président du Brésil avec plus de 55 % des voix au 2<sup>ème</sup> tour, le 28 octobre 2018.

L'incertitude demeure toutefois sur sa capacité à réunir une majorité parlementaire, ainsi que sur la réaction des mouvements sociaux qui craignent un glissement autoritaire du régime.

## **II. Mariana : un symbole des défis du Brésil en matière de développement durable**

Les défis environnementaux au Brésil sont à l'échelle de ce pays continent. Mais si des progrès ont été accomplis sur les questions climatiques (diminution de 6 millions de tonnes d'émission de gaz à effet de serre entre 2004 et 2017), sur la déforestation (diminution de 15 % en 13 ans) et sur la préservation de la biodiversité (94 millions d'hectares de surface protégée créés sur la même période), l'enjeu d'un développement économique mais compatible avec la préservation de l'environnement demeure, avec l'incertitude quant à la politique qui sera menée par le gouvernement issu des urnes fin octobre.

La question de l'impact environnemental des industries extractives est l'un des défis auxquels est confronté le Brésil et la catastrophe de la rupture du barrage de Mariana, dans le Minas Gerais, illustre particulièrement les difficultés qu'il rencontre.

Dans cette catastrophe, les défaillances sont multiples : si la responsabilité de l'entreprise SAMARCO, gestionnaire de l'ouvrage, en raison du défaut d'entretien et de maintenance, ne fait pas de doute, la question de la responsabilité du régulateur est également posée, car les contrôles et les sanctions n'ont pas joué leur rôle dans le cas d'espèce.



*La délégation en visite sur le site de la catastrophe, avec la fondation RENOVA*

La délégation a été surprise par le choix de confier à l'entreprise elle-même, au travers d'une fondation dont les pouvoirs publics ont imposé la création, le soin de piloter les opérations de réhabilitation des espaces naturels touchés, ainsi que la mise en œuvre de l'indemnisation des victimes. Cette solution apparaît d'autant plus contestable que les représentants des victimes, comme l'a reconnu la justice brésilienne, n'ont pas été inclus dans sa gouvernance.

Les représentants des victimes rencontrés par la délégation, mettent quant à eux en avant la sous-estimation importante des conséquences notamment sanitaires de la pollution des eaux et des terres agricoles, la définition restrictive de la qualité de victime de la catastrophe, les retards pris dans l'indemnisation effective des personnes touchées et les pressions exercées par les populations pour qu'elles se taisent.



*La délégation à la rencontre des victimes de la catastrophe de Mariana*

Il convient également de souligner la dimension des dommages immatériels, dont la situation du peuple Krenak est l'illustration : cette population autochtone a vu non seulement son environnement détruit et pollué, mais également sa culture et sa spiritualité, intimement liés au fleuve auquel elle ne peut plus accéder.

## **III. La sécurité à Rio de Janeiro : sortir de la rhétorique de la peur**

Avec 64 000 homicides en 2017, le Brésil est un des dix pays les plus violents au monde. Cette violence fait la majorité de ses victimes au sein de la population noire : toutes les 23 minutes, un jeune noir meurt de mort violente. Les femmes sont également les cibles de cette violence, avec 4 000 morts chaque année.

La situation à Rio n'est pas plus grave que dans le reste du pays, mais les enjeux territoriaux liés à la lutte contre les groupes criminels armés ont conduit le gouvernement Temer à décréter une intervention fédérale dans la sécurité publique de l'État et à en confier le pilotage à un militaire, le Général Walter Braga Netto.

Si les promoteurs de l'intervention expliquent qu'il s'agit d'une mesure rendue nécessaire par la désorganisation des forces de l'ordre à Rio, le contrôle démocratique sur cette intervention paraît très faible, le Général Braga Netto ne rendant compte qu'au Président Temer. Son calendrier apparaît en outre étroitement lié aux enjeux de la campagne électorale, à un moment où le thème de la sécurité était particulièrement exploité par l'extrême droite.



La délégation dans les locaux de l'observatoire des favelas à Maré

Dans ce contexte, l'assassinat de Mme Marielle Franco, élue du Parti socialisme et liberté (PSOL) en mars 2018, n'a pas manqué d'être instrumentalisé. Les conservateurs l'ont attribué à un groupe armé criminel, tandis que les partis de gauche pointaient, eux, le fait que sa mort intervenait précisément alors qu'elle devait siéger dans une commission parlementaire chargée de suivre et d'évaluer l'intervention.

À cet égard, le Général Braga Netto se targue d'une diminution sensible des vols et notamment des vols avec violence, ce qui vaut d'ailleurs à l'intervention d'être approuvée par 75 % des habitants de Rio. Mais dans le même temps, le nombre de morts dans des interventions policières a augmenté de 60 %.

Pour sortir de la surenchère de la violence, plusieurs interlocuteurs de la délégation ont fait valoir la nécessité d'aider les habitants à prendre conscience des conséquences de la violence sur leur vie quotidienne. L'observatoire des favelas souligne qu'en 2018, les interventions militaires dans le quartier de la Maré ont déjà fait perdre, du fait de la fermeture des services publics, un mois de scolarité et d'accès aux soins aux habitants du quartier.

L'une des difficultés pointées par les associations qui accompagnent les habitants des favelas réside dans la défiance à l'égard des forces de police, dénoncées comme corrompues et violentes, raison pour laquelle les habitants ont pris l'habitude de chercher la sécurité auprès des groupes criminels qui contrôlent les quartiers. La délégation a pu apprécier à la Maré, non seulement le dynamisme d'associations animées par de nombreux jeunes bénévoles mais aussi des projets de quartier ambitieux, rompant avec l'image négative qui collent à la peau des habitantes et des habitants des favelas.

\*

L'évolution de la situation économique et sociale et le résultat des élections générales d'octobre 2018 vont déterminer l'avenir du Brésil, et dans une certaine mesure de cette région du monde. Évolutions que le groupe d'amitié suivra avec la plus grande attention.

### Composition de la délégation



**Mme Laurence COHEN**

Présidente du groupe d'amitié  
Sénatrice du Val-de-Marne  
(CRCE)



**M. Louis-Jean de NICOLAÏ**

Vice-président du groupe d'amitié  
Sénateur de la Sarthe  
(Les Républicains)



**M. Georges PATIENT**

Président délégué pour le Surinam  
Sénateur de la Guyane  
(LaREM)

Composition du groupe d'amitié : [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_576.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_576.html)